

# 2017.

## RAPPORT FINANCIER





# 2017.

## RAPPORT FINANCIER



### INDEX

01. Lettre du président p. 5 | 02. Rapport de Gestion 2017 p. 7 | 03. Comptes Annuels p. 13 |  
04. Notes relatives aux états financiers p. 17 | 05. Rapport d'audit 2017 p. 27 |

01.

LETTRE DU  
PRÉSIDENT



*Alhambra, Grenada (Espagne).*

## 01. LETTRE DU PRÉSIDENT

Sans aucun doute, 2017 a été pour nous une année riche en émotions, un tournant dans la progression de la compagnie. Après quelques années de croissance constante, les objectifs de notre compagnie devaient se concentrer, inévitablement, sur le renforcement de la structure réglementaire, des procédures, et du contrôle des risques. Cette année a été l'année de l'analyse, de l'ajustement, de la détermination, dans le but de renforcer nos procédures de gestion.

L'adaptation continue et permanente de ces dernières années aux exigences formelles, renforcée par le travail de notre département actuariel, a supposé une évolution positive et nécessaire pour MIC, tout en respectant les conditions de Solvabilité II dans tous ses paramètres. De plus, nous avons ajusté nos réserves et provisions aux circonstances de chaque marché, en nous situant toujours dans la meilleure situation pour notre gestion, en augmentant nos réserves au titre de l'IBNR, ce qui engendre une diminution du bénéfice pour une meilleure tranquillité.

Le résultat c'est que nous avons une compagnie parfaitement ordonnée, préparée et canalisée, afin de consolider notre croissance, en phase d'équilibre entre souscription et rentabilité. Nous poursuivons notre croissance dans les branches qui nous intéressent et diminuons celles non rentables, tout en conservant nos produits historiques. Les produits dans lesquels nous sommes spécialisés: caution, construction et RC. Sans aucun doute, notre large connaissance nous place dans une position de véritable expert dans ces branches. Nous savons que l'expérience apporte un résultat positif, nous connaissons nos concurrents, les marchés, les garanties, l'évolution, les risques, segmentations du marché dans lesquelles nous devons travailler et renforcer notre avenir.

Je souhaite avec ces quelques lignes, également remercier le travail de nos dirigeants, employés, collaborateurs, agences et producteurs, qui nous ont accompagnés, cette année, en vue d'atteindre un cadre réglementaire nécessaire aux exigences que nous avons définies, qui ont étudié et adapté leurs besoins, à nos prérequis de manière rapide et résolutive.

Pour l'exercice 2017, plus de 90% de la prime brute émise par la Compagnie est liée à des risques se trouvant au sein de l'Union Européenne. Aussi, la Compagnie a envisagé plusieurs alternatives en cas de Brexit, tout en étant dans l'incertitude d'un accord ou non entre le Royaume Uni et l'Union Européenne, au cours d'une période de transition avec une probable sortie du Royaume Uni (et de Gibraltar) de l'Union Européenne (le 29 mars 2019).

Par conséquent, la compagnie est en cours d'obtention d'une licence auprès d'un autre pays membre de l'Union Européenne, pour pouvoir ainsi continuer à opérer au sein de ces marchés, qui, en cas de Brexit, se retrouveraient hors du domaine commercial dans lequel Gibraltar serait inclus. D'une manière alternative, la direction de la compagnie envisage d'autres options, afin de ne rencontrer aucune difficulté, tant dans la continuité de toutes ses affaires actuelles, que dans la couverture de tous ses assurés.

Dans les années à venir, nous nous efforcerons d'intensifier le travail accompli à ce jour. En effet, en plus de toutes les exigences normatives et de documentation, l'évolution technologique et digitale restent des piliers stratégiques, ainsi que le renforcement de nos processus de qualité. Nous continuerons à travailler chaque jour dans le but d'atteindre l'excellence dans tous les domaines d'activités de la Compagnie, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles.

Antonio Morera Vallejo

02.

RAPPORT DE  
GESTION 2017



## 02. RAPPORT DE GESTION 2017

### Présentation du rapport

La direction générale présente le rapport et les états financiers certifiés de Millennium Insurance Company Limited, (dorénavant MIC ou la compagnie) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

#### Principales activités et propriété

La Compagnie est autorisée par la "Financial Services Comission" de Gibraltar à souscrire les branches d'assurances suivantes:

- Accidents
- Maladie
- Marchandises en transit
- Incendie et Catastrophes naturelles
- Dommages matériels
- Responsabilité civile générale, construction
- Crédit
- Caution
- Pertes financières diverses
- Protection juridique

L'activité principale de l'entreprise est celle d'assureur direct commercialisant ses produits dans l'Union Européenne.

### Analyse des activités

Au cours de cet exercice, diverses analyses des réserves de l'IBNR ont été réalisées par plusieurs sociétés d'audit de premier rang. En tenant compte des particularités de chaque pays, en terme de gestion des risques et de la sinistralité, la compagnie a réalisé un effort important pour valoriser et répondre de façon indépendante aux recommandations menées par les différents organismes réglementaires. Cela suppose que les réserves coïncident totalement avec leurs directives, tout en gardant un critère conservateur.

Pour cette raison, la compagnie a estimé opportun de réaliser certaines augmentations de capital, pour un montant de 11.200.000 €. Cela entraîne un total de Fonds Propres de 32.723.833 € en 2017, ce qui représente une hausse, par rapport à l'année

précédente, de 30.66 %. De cette façon, MIC a renforcé sa solvabilité pour faire face à la possibilité d'atteindre un rating important, en obtenant un ratio du Capital Minimum Requis de 379 % et de 112 % de SCR (Solvency Capital Requirement) à la fin de l'exercice.

Comme indiqué au cours des années précédentes, le travail effectué par les agences de souscription dans tous les pays où opère MIC permet de collaborer avec des agences locales partageant leurs connaissances et leur savoir-faire. À ceci s'ajoute l'expérience et les capacités de l'équipe de MIC, ce qui a permis la création d'importantes synergies et la diversification de produits, ainsi que des coûts internes très inférieurs à la moyenne européenne.

Cette année encore, MIC est réassurée auprès de grandes compagnies de réassurance, comme Mapfre Re, Nacional de Reaseguro, Catlin Re, Q-Re, CCR, Endurance Re et IRB Brasil RE. De plus, le soutien de MIC se renforce grâce à des accords avec quelques unes des organisations syndicales les plus prestigieuses de Lloyd's comme Liberty SM, Tokio Marine Kiln, Chaucer, Brit Global Specialty, QBE Syndicate, International General Insurance Co, Ltd, entre autres. Le bon travail réalisé par MIC lui a permis d'obtenir de ses réassureurs des capacités supérieures.

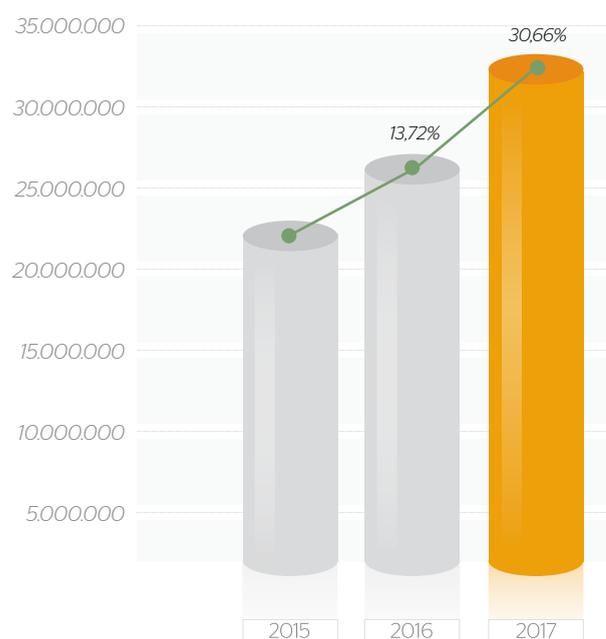
Pour l'année 2017, MIC continue de s'adapter et de générer de nouvelles ressources, humaines et technologiques, pour rendre possible sa croissance et pour répondre à la fois aux nouvelles exigences et aux besoins que le secteur des assurances impose. Après plusieurs analyses et essais (internes et externes), MIC est fière du développement et des avancées obtenues cette année, permettant d'être conforme au règlement de Solvabilité II.

En conséquence et en conclusion, nous pouvons affirmer qu'en 2017 MIC, une fois de plus, a atteint les exigences de croissance en terme d'actif, de diversification des produits, avec de bons résultats, en renforçant la confiance entre ses collaborateurs (agences et réassureurs) et les clients.

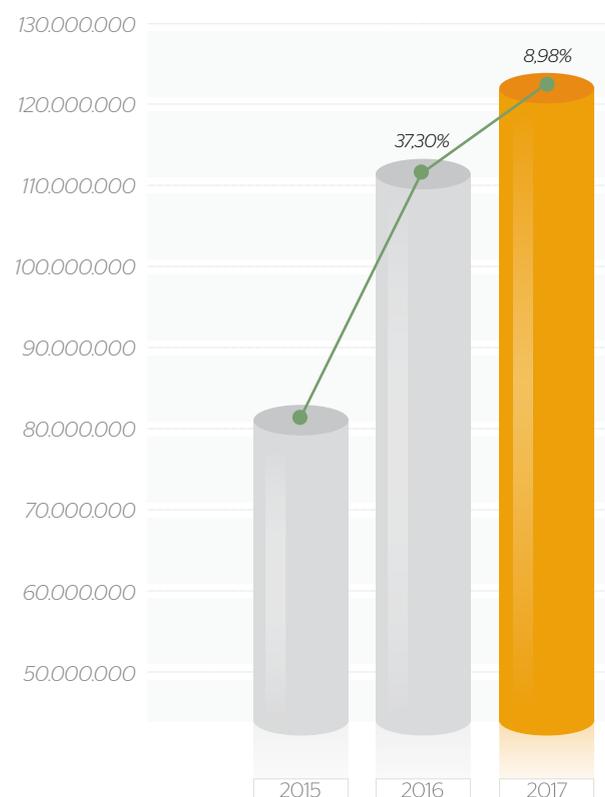


## Évolution

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Actifs	41.425.699,00 €	51.167.967,00 €	51.369.325,00 €	65.504.870,00 €	90.436.538,99 €	114.584.927,00 €	139.280.802,00 €	164.923.509,00 €



Évolution  
FONDS PROPRES  
(en MILLIONS D'EUROS)



Évolution  
PROVISIONS TECHNIQUES  
(en MILLIONS D'EUROS)



Évolution  
ACTIFS TOTAUX  
(en MILLIONS  
D'EUROS)  
(Croissance par rapport  
à l'année précédente)

## Développements futurs

En suivant la politique des années antérieures, en 2018, MIC maintiendra sa qualité et tentera d'augmenter le volume des primes existantes tout en cherchant de nouveaux secteurs géographiques pour se diversifier. De la même manière, MIC consolidera les marchés développés et continuera dans la recherche de nouveaux produits et de grandes opportunités d'affaires, qui sont demandés par les consommateurs.

En ce sens, l'expansion internationale reste un but principal de l'entreprise, tant dans de nouveaux pays européens que dans le reste du monde. Pour atteindre ses objectifs, la Compagnie continuera à travailler en étroite collaboration avec ses agences de souscription et sera à la recherche de nouveaux associés potentiels qui pourront contribuer au développement et à la diversification de la Compagnie.

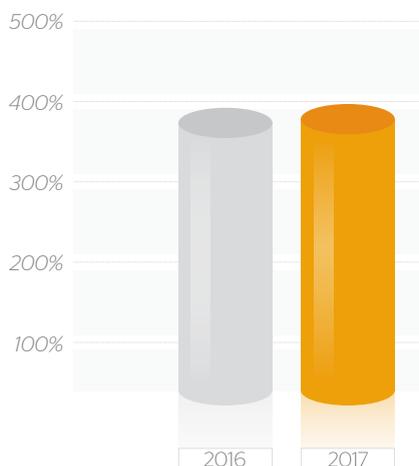
Pour obtenir cela, MIC continuera de renforcer ses relations avec les réassureurs avant apporté leur soutien durant plusieurs années tout en cherchant la collaboration avec de nouveaux réassureurs.

Un autre objectif central de MIC sera de maintenir son indice sinistre, qui a donné de bons résultats ces dernières années.

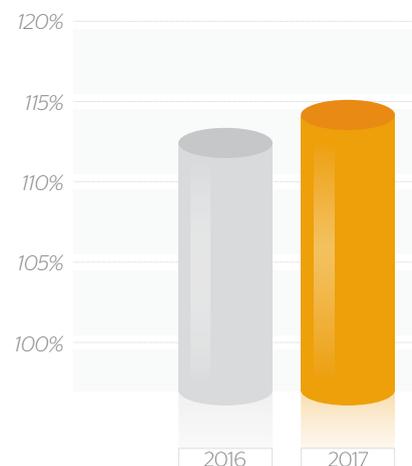
Pour cela, MIC s'efforce d'engager des personnes ayant des connaissances des affaires, spécialisées dans chaque secteur pour maintenir sa politique de risques conservatrice, centrée sur la satisfaction des courtiers et des agences de souscription.

D'autre part, la Compagnie est parfaitement adaptée à l'application de toutes les exigences établies par les dispositions Solvabilité II.

Pour conclure, en tenant compte de la reprise attendue de la croissance économique des différents pays, de la spécialisation et de l'expérience de nos secteurs d'activité et des relations avec de nouveaux associés, 2018 représente une nouvelle avancée de l'entreprise, avec l'intention de continuer à croître, en tant que compagnie fiable, pour tous ses associés et ses clients.



Évolution  
CMR (CAPITAL MINIMUM  
REQUIS)  
(%)



Évolution  
SCR (SOLVENCY CAPITAL  
REQUIREMENT)  
(%)

## Classement ICEA–Caution

Ce classement à été élaboré a partir des données suivantes: Evolution du Marché de l'Assurance Statistique Décembre 2017. Association ICEA (Investigación Cooperativa de Entidades Aseguradoras), février 2018.

N°	Compagnie	Primes émises directement (€)	Croissance	Part de marché
<b>1.</b>	<b>MIC-MILLENNIUM Insurance Company Limited</b>	<b>13.254.167,10</b>	<b>1,92%</b>	<b>21,87%</b>
2.	A. CRÉDITO Y CAUCIÓN	9.559.828,10	10,80%	15,78%
3.	AXA SEGUROS GENERALES	8.824.858,18	44,55%	14,56%
4.	MAPFRE GLOBAL RISKS	5.820.619,45	12,07%	9,61%
5.	CESCE	4.709.961,35	-9,07%	7,77%
6.	ZURICH INSURANCE	3.234.371,99	126,01%	5,34%
7.	ASEFA	3.048.397,71	5,63%	5,03%
8.	GENERALI SEGUROS	2.389.673,79	41,00%	3,94%
9.	CHUBB EUROPEAN	2.363.534,00	83,33%	3,90%
10.	HCC TOKIO MARINE	989.414,00	-87,80%	1,63%

*“Nous sommes la Compagnie Numéro 1 en Espagne pour la 5ème année consécutive”.*

03.

COMPTES  
ANNUELS 2017



Mercado Central, Valencia (Espagne).

## 03. COMPTES ANNUELS 2017

### Comptes techniques et non techniques

COMPTES TECHNIQUES	2017 (€)	2016 (€)
Primes Brutes Emises	59.864.031	74.332.203
Primes de Réassurance	(12.934.885)	(12.456.076)
Total	46.929.146	61.876.127
Variations de la provision pour primes non acquises	(1.272.552)	(18.740.496)
Participation Réassurance	(317.311)	(195.709)
Total	(1.589.863)	(18.936.205)
<b>TOTAL REVENUS TECHNIQUES</b>	<b>45.339.283</b>	<b>42.939.922</b>
<b>SINISTRES PAYÉS</b>	<b>(25.969.696)</b>	<b>(21.477.760)</b>
Participation Réassurance	5.511.308	4.560.156
Total	(20.458.388)	(16.917.604)
Variations de la provision pour sinistres	(9.011.559)	(8.286.106)
Participation Réassurance	37.870	(1.808.341)
Total	(8.973.689)	(10.076.447)
Sinistres survenus, nets de réassurance	(29.432.077)	(26.994.051)
Dépenses d'Exploitation	(14.976.600)	(13.001.002)
<b>TOTAL FRAIS TECHNIQUES</b>	<b>(44.408.677)</b>	<b>(39.995.053)</b>
Resultat du Compte Technique	930.606	2.944.869
<b>COMPTES NON TECHNIQUES</b>	<b>2017 (€)</b>	<b>2016 (€)</b>
Resultat du Compte Technique	930.606	2.944.869
Revenus d'investissement réalisés	279.489	82.583
Bénéfice sur les investissements non réalisés	439.919	274.458
Dépenses et Coûts d'Investissement	67.108	16.180
Bénéfice courant avant impôts	1.717.122	3.318.090
Bénéfices sur activités ordinaires	473.095	(295.655)
<b>Bénéfices totaux depuis le dernier exercice</b>	<b>2.190.217</b>	<b>3.022.435</b>

## Bilan

<b>ACTIFS</b>	<b>2017 (€)</b>	<b>2016 (€)</b>
<b>TOTAL PLACEMENTS</b>	16.146.488	11.854.651
Terrain et bâtiments	400.568	423.087
Propriétés à louer	13.003.400	7.437.500
Autres placements financiers	2.742.520	3.944.064
<b>TOTAL PARTICIPATION DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</b>	20.071.086	20.350.526
Provision pour primes non acquises	12.489.747	12.807.057
Sinistres impayés	7.581.339	7.543.469
<b>TOTAL CRÉANCES</b>	46.479.925	39.615.464
Créances découlant d'opérations d'assurance directe - intermédiaires	19.502.783	27.509.987
Créances découlant d'opérations de réassurance	10.552.974	4.674.357
Autres Créances	13.468.420	4.123.929
Subrogations et recouvrements	2.955.748	3.307.191
<b>AUTRES ACTIFS</b>	65.778.432	50.945.998
Avoirs en banque et en caisse	65.778.432	50.945.998
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	16.447.578	16.514.163
Coûts d'acquisition reportés	16.447.578	16.514.163
Autres comptes de régularisation	-	-
<b>TOTAL ACTIFS</b>	164.923.509	139.280.802
<b>PASSIF</b>	<b>2017 (€)</b>	<b>2016 (€)</b>
<b>CAPITAL ET RÉSERVES</b>	32.723.833	19.361.166
Capital	21.172.450	10.000.000
Résultat de la période	11.551.383	9.361.166
<b>PROVISIONS TECHNIQUES</b>	120.490.290	110.557.622
Provision pour primes non acquises	68.573.204	67.300.651
Sinistres impayés	51.917.086	43.256.971
<b>DÉPÔTS REÇUS DES RÉASSUREURS</b>	459.852	469.109
<b>DETTES</b>	10.560.676	8.097.782
Dettes découlant d'opérations d'assurance directe	1.509.080	834.847
Dettes découlant d'opérations de réassurance	7.518.499	4.789.242
Autres dettes, impôts et sécurité sociale inclus	1.533.097	2.473.693
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF</b>	688.858	795.123
<b>TOTAL PASSIF</b>	164.923.509	139.280.802



## Cash-flow

	2017 (€)	2016 (€)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT D'ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	14.519.055	27.256.345
Impôts payés	473.095	(295.655)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS AVANT FINANCEMENT	14.992.150	26.960.690
DIVIDENDES PAYÉS AUX ACTIONNAIRES	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE NETS	14.992.150	26.960.690

## Résultats et dividendes

Le bénéfice de la Compagnie pour l'exercice 2017, après impôts, a été de 2.190.217 € (2016: 3.022.435 €). Il n'y a pas eu de dividende distribué au cours de l'exercice et le bénéfice de 2.190.217 € a été mis en réserves, celles-ci s'élevant à 32.723.833 €, y compris le capital et les provisions.

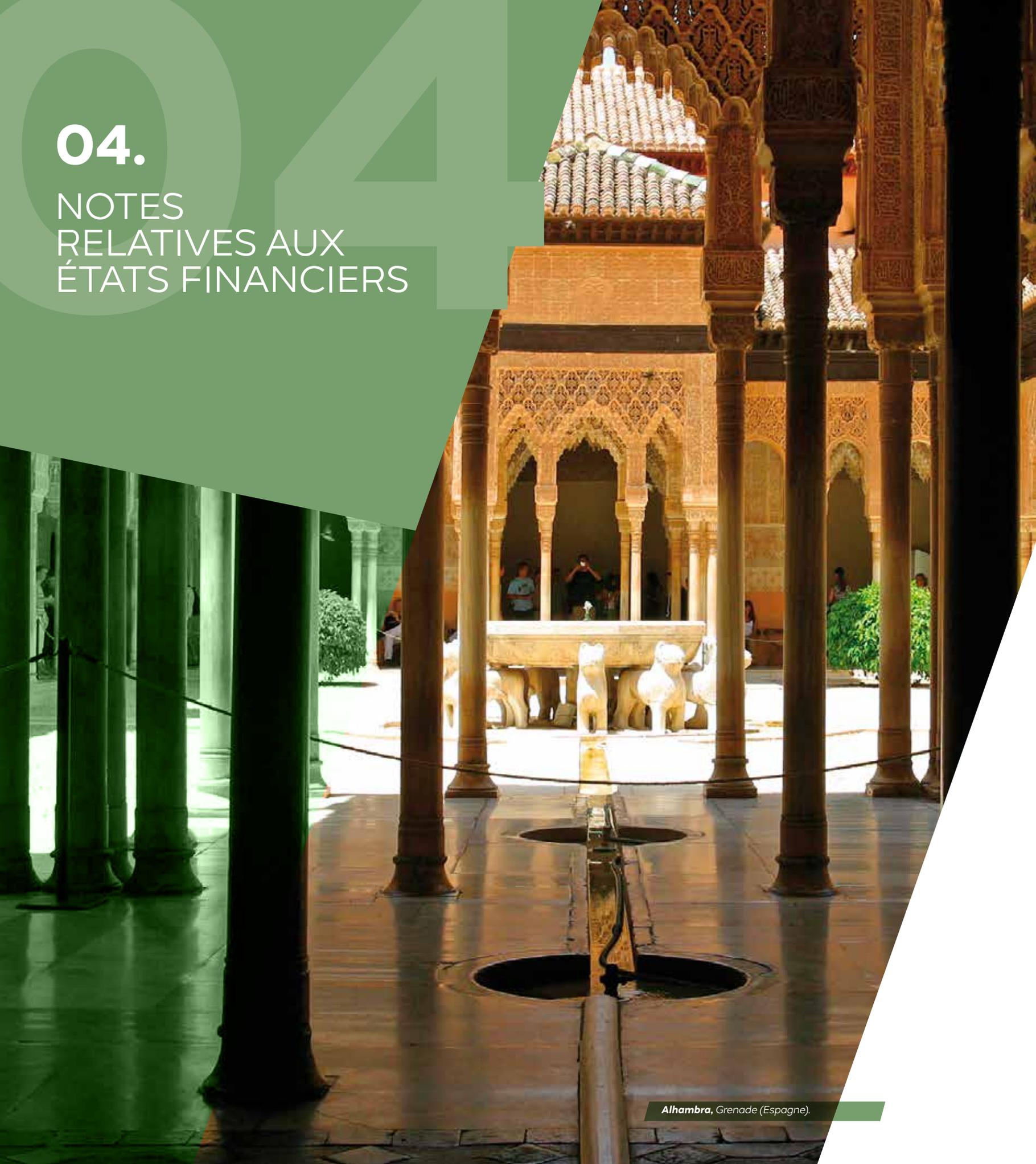
## Marge de solvabilité

La marge de solvabilité reflète une plus grande garantie et solidité sur l'ensemble de mesures qui établissent à long terme l'équilibre technique et économique de MIC.

En 2017 MIC a un ratio du Capital Minimum Requis de 379% et de 112% de SCR (Solvency Capital Requirement) à la fin de l'exercice.

04.

NOTES  
RELATIVES AUX  
ÉTATS FINANCIERS



## 04. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

### 04.1 MÉTHODES COMPTABLES

Ces états financiers ont été préparés selon le principe de coût historique, modifiés par des investissements à leur juste valeur à travers le compte de résultat. Les états financiers ont été préparés conformément aux politiques comptables qui figurent ci-dessous, la législation applicable et en accord avec les règles comptables de Gibraltar.

La législation appliquée lors de la préparation de ces états financiers inclut la loi sur les Sociétés, la loi sur les services financiers (Compagnies d'Assurance) et le Règlement sur les Sociétés d'Assurance de 1997 (Directive sur les comptes annuels).

#### 1.1. Primes émises

Les primes émises correspondent aux activités réalisées pendant l'année. Elles prennent en compte les différences entre les primes comptabilisées correspondant aux années antérieures et celles auparavant accumulées, et comprennent une estimation des primes dues, mais qui ne sont pas encore exigibles ou déclarées à la société, moins une provision pour les annulations.

Les polices d'assurance décennale qui comprennent une série de bâtiments faisant partie d'un projet de construction individuel, souvent appelées «Polices de groupe», sont réputées encourir un risque lorsque les bâtiments individuels du projet de construction sont achevés.

#### 1.2. Réassurances

Les primes cédées aux réassureurs sont comptabilisées au cours de la même période comptable.

#### 1.3. Primes non acquises

Les primes non acquises représentent la proportion des primes souscrites pendant l'année mais qui ne sont pas en vigueur à la date du bilan. Celles-ci sont calculées sur une base proratisée.

#### 1.4. Polices d'assurance payées à l'avance

Les dépôts sur les polices d'assurance pour lesquelles il n'y a pas encore de risque sont comptabilisés en tant que revenus différés.

Les commissions de réassurance et de courtage payées à l'avance pour lesquelles il n'y a pas encore de risque sont comptabilisées en tant que frais reportés.

#### 1.5. Les coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition comprennent l'intermédiation et les coûts d'acquisition engagés par la compagnie d'assurances pour les contrats souscrits au cours de l'exercice financier. Ceux-ci sont étalés sur une période équivalente à celle durant laquelle les primes des activités sous-jacentes sont acquises.

Les polices payées à l'avance pour lesquelles il n'y a pas encore de risque doivent payer la commission de courtage correspondant à un pourcentage de base appliqué sur la prime de la police prépayée.

Les coûts d'acquisition reportés constituent la proportion des coûts d'acquisition engagés par rapport aux primes non acquises à la date de clôture de l'exercice.

#### 1.6. Les coûts de transformation

Les coûts de transformation sont inclus dans les dépenses d'exploitation nettes et comprennent les frais encourus par l'entreprise pour le traitement des contrats d'assurance conclus au cours de l'exercice. Ces coûts incluent les frais de gestion des sinistres. Ceux-ci sont étalés sur une période équivalente à celle durant laquelle les primes des activités sous-jacentes sont acquises.

Les coûts de transformation reportés constituent la proportion des coûts de transformation engagés par rapport aux primes non acquises à la date de clôture de l'exercice.

## 1.7. Impôts

Les impôts à payer aux autorités espagnoles pour le système de compensation d'assurance et le fonds en cas de catastrophes naturelles sont compris dans les dépenses d'exploitation nettes.

## 1.8. Sinistralité de l'exercice

La sinistralité tient compte du paiement des sinistres ajustés dans le passif par les mouvements de crédits impayés et les recouvrements. Le recouvrement des réassurances est comptabilisé au cours de la même période comptable durant laquelle l'entreprise souhaite recouvrer ce montant.

Les sinistres impayés sont comptabilisés comme étant des paiements futurs attendus en ce qui concerne les sinistres survenus à la date de clôture. Les paiements futurs attendus comprennent ceux liés aux sinistres déclarés mais pas encore payés ou non payés entièrement, et les sinistres qui se sont produits mais qui n'ont pas encore été communiqués (IBNR) et les réclamations directes et indirectes attendues.

## 1.9. Recouvrements auprès de réassureurs

Les recouvrements auprès des réassureurs, concernant les sinistres s'étant produits mais n'ayant pas été déclarés, sont censés être cohérents avec le modèle historique de ces sommes recouvrées, rajustées afin de refléter les changements dans le type et l'étendue de la Compagnie. On évalue également la recouvrabilité des sommes auprès de réassureurs en tenant compte des données du marché en ce qui concerne la solidité financière de chacun des réassureurs.

La participation des réassureurs quant aux sinistres s'étant produits, apparaît dans le compte de résultat et reflète le montant perçu ou à percevoir auprès des réassureurs, pour les sinistres ayant eu lieu pendant cette période. Le passif des réassureurs correspond principalement aux primes à payer pour des contrats de réassurance et apparaît dans le compte de résultat sous le nom de "Primes de réassurance" à échéance.

## 1.10. Recouvrement et subrogation

Certains contrats d'assurance permettent à la compagnie de vendre les biens acquis lors du

règlement d'une réclamation. L'entreprise peut également avoir le droit de poursuivre des tiers afin d'obtenir le règlement d'une partie ou de l'entièreté des coûts (par exemple, la subrogation). Les recouvrements sont inclus dans les autres actifs. Pour le recouvrement, les montants pris en compte sont ceux pouvant être récupérés grâce à la vente du bien. En ce qui concerne les remboursements de subrogation, le montant pris en compte est celui qui peut être récupéré grâce à l'action menée contre le tiers responsable.

## 1.11. Commission sur les bénéfices de contrats de réassurance

Dans certains contrats de réassurance souscrits par l'entreprise, cette dernière a le droit à une commission en fonction du résultat global obtenu dans le secteur d'activité couvrant ce contrat de réassurance en particulier. Compte tenu du fait que le résultat global engendré par la société est incertain, étant donné que les données relatives aux sinistres ne sont connues qu'après une certaine période, il est possible que l'entreprise éprouve des difficultés à estimer la valeur et la commission sur les bénéfices.

## 1.12. Imposition et impôts différés

La provision est calculée sur la taxe applicable à l'impôt sur les sociétés dû sur le bénéfice de l'année, ajustée aux fins fiscales.

Les capitaux espagnols sont imposés sur les revenus réalisés sur les investissements.

L'impôt différé est constaté pour toutes différences temporaires affectant l'exercice et qui n'ont pas été régularisées à la date du bilan. Les différences temporaires correspondent aux différences entre les bénéfices imposables et les résultats, comme indiqué dans les états financiers qui découlent de l'inclusion des pertes et profits.

Un impôt différé est évalué selon une base non actualisée et utilise les taux d'imposition que l'on prévoit d'appliquer au cours de la période ainsi que les lois adoptées à la date du bilan.

### 1.13. Impôts sur les primes d'assurances et impôts

Les impôts sur les primes d'assurance (IPS, Clea et Consorcio), représentent un pourcentage sur les primes nettes. Les primes émises sont considérées comme étant nettes d'impôts tandis que les impôts sont comptabilisés comme un coût direct des assurances au sein des dépenses d'exploitation.

### 1.14. Créances commerciales

Les créances commerciales sont comptabilisées à la juste valeur puis estimées au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins la provision pour dépréciation. Une provision pour dépréciation de créances commerciales est établie lorsqu'il existe un indice objectif montrant que l'entreprise ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus aux échéances initialement prévues.

### 1.15. Instruments financiers

La compagnie classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes:

#### **Prêts et créances:**

Investissements à la juste valeur, par le biais du compte de résultats. La direction détermine le classement de ses actifs financiers lors de sa comptabilisation initiale. Les prêts et finances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et les créances de l'entreprise comprennent les créances et les avoirs en banque et en caisse dans le bilan.

#### **Investissements à la juste valeur par le biais du compte de résultat:**

Il s'agit d'actifs financiers acquis principalement en vue d'être revendus à court terme et sont inscrits au bilan sous la rubrique "autres investissements financiers".

### 1.16. Comptabilisation et évaluation

Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de négociation – la date à laquelle l'entreprise s'engage à acquérir ou à vendre l'actif. Les placements sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, augmentés des coûts de transaction.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits à percevoir les flux de trésorerie attachés à ces actifs financiers ont expiré ou ont été transférés et que la Compagnie a substantiellement transféré tous les "risques et avantages" liés au bien. Les investissements à la juste valeur sont comptabilisés au prix d'achat.

Les dividendes générés par les actifs financiers sont comptabilisés dans le compte de résultat comme faisant partie d'autres revenus lorsque la Compagnie est en droit d'en percevoir les paiements.

Les valeurs de marché des investissements cotés en Bourse sont basés sur les cours acheteurs actuels. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, la référence à d'autres instruments sensiblement identiques, l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et les modèles d'évaluation des options.

### 1.17. Dépréciation d'actifs

#### **Les actifs financiers**

La Compagnie évalue lors de la clôture du bilan, l'indice permettant la dépréciation de l'actif financier. Un actif financier est déprécié et les pertes de valeur sont supportées si et seulement s'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement de perte") et que cet (ou ces) événement(s) de perte aie(nt) un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés de l'actif financier pouvant être estimés de manière fiable. L'indice objectif d'un actif financier déprécié comprend des données observables qui attirent l'attention de la Compagnie en ce qui concerne les événements suivants:

- (i) difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur;
- (ii) l'inexécution de contrat, comme par exemple le non-paiement ou le retard dans les paiements;;
- (iii) probabilité de faillite ou autre réorganisation financière de l'émetteur ou du débiteur;
- (iv) la disparition d'un marché actif pour l'actif financier;
- (v) les données observables indiquent une diminution évaluable des flux de trésorerie estimés des actifs financiers.

S'il existe un indice objectif de perte de valeur avérée sur les opérations et les autres créances, le montant de la perte est évalué comme étant la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur présente des futurs flux de trésorerie estimés (à l'exclusion des pertes de crédit futures encourues) actualisée aux taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif se réduit et le montant de la perte est comptabilisé dans le compte de résultat de l'exercice.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte pour dépréciation diminue et la diminution peut être objectivement liée à un événement survenu après que la détérioration ait été comptabilisée (comme meilleure cote de solvabilité), la perte pour détérioration comptabilisée au préalable est reversée, et le montant du reversement est inscrit au compte de résultat.

### Actifs non financiers

Les actifs ayant une durée utile indéfinie ne font pas l'objet d'un amortissement et sont soumis chaque année à un test de dépréciation. Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation lorsque les événements ou les changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être récupérée. Une perte de valeur est comptabilisée à raison de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif moins les coûts de vente et la valeur d'utilité. Afin d'évaluer la dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lesquels il y a des flux de trésorerie séparés (unités génératrices de trésorerie).

Toute dépréciation est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice durant lequel se produit la perte. Si un événement extérieur cause le reversement de la perte de valeur, le reversement est comptabilisé dans le compte de résultat, élevant la valeur comptable de l'actif au cours de la période durant laquelle il se produit.

## 1.18. Retour sur investissements

Le retour sur investissements comprend tous les revenus d'investissement, les plus-values et moins-values d'investissements réalisées et mouvements dans les plus-values et moins-values non réalisés, nets des frais de placement, de frais et intérêts.

Les dividendes sont comptabilisés à la date à laquelle les actions sont cotées sans dividende et comprennent

les crédits d'impôts imputés. Les intérêts et les frais sont comptabilisés selon la méthode d'exercice.

Les plus-values et moins-values réalisées sur les investissements comptabilisés à leur valeur de marché sont calculées en opérant la différence entre produits de ventes nets et le prix d'achat. Les mouvements des plus-values et moins-values non réalisées sur les investissements correspondent à la différence entre l'évaluation à la date du bilan et sa valeur d'acquisition ou, si elles ont été évaluées au préalable, son estimation à la date du bilan antérieur, avec le renversement de plus-values et de moins-values non comptabilisées au cours d'exercices antérieurs, en ce qui concerne les cessions d'investissements durant la période actuelle.

Le retour sur investissements est comptabilisé dans le compte non technique.

## 1.19. Les actifs immobilisés

Le coût des actifs immobilisés correspond à leur coût d'achat, ainsi qu'aux frais accessoires d'acquisition.

La dépréciation est calculée afin d'amortir le coût des immobilisations corporelles, déduction faite de sa valeur résiduelle estimée, selon la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation prévisible des actifs concernés. Les principaux taux annuels utilisés à cette fin sont:

**Pour la construction:** 47 ans (sur la durée du bail)

**Matériel informatique:** 4 ans

## 1.20. Contrats de location

Le loyer à payer pour les contrats de location sont inscrits au compte de résultat lorsqu'ils sont engagés sur la durée du bail.

## 1.21. Conversion de monnaie étrangère

Tous les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en euros au taux en vigueur au moment de la transaction ou au taux de change moyen durant la période, à condition qu'il n'y ait pas de fluctuation importante du taux de change pendant cette période. Les éventuelles différences de change seront portées au compte de résultat.

## 1.22. Avoirs en banque et en caisse

Les avoirs en banque et en caisse comprennent les espèces en caisse et les soldes bancaires disponibles.

## 1.23. Autres placements financiers

Les autres placements financiers comprennent tous les soldes des dépôts bancaires requérant une notification préalable de plus de 24 heures avant de pouvoir procéder au retrait des placements en espèces et en actions.

## 1.24. Dettes commerciales

Les dettes commerciales sont habituellement comptabilisées à la juste valeur et sont ensuite estimées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

l'entreprise utilise plusieurs techniques d'estimation, en général basées sur des analyses statistiques d'expérience historique, ce qui suppose que le schéma de développement des droits présents soit cohérent avec l'expérience antérieure.

Les comptes de la compagnie ont été ajustés de façon à ce que les sinistres en attente de paiement soient en accord avec l'estimation recommandée par le service actuariel d'un expert indépendant engagé par MIC.

## Recouvrements

Pour les recouvrements, le montant comptabilisé est celui pouvant être récupéré de la disposition de la propriété. Pour les remboursements en cas de subrogation, le montant comptabilisé est la somme pouvant être récupérée à partir de l'action contre le tiers responsable. En tenant compte du fait que ceux-ci sont liés à des événements incertains, les directeurs se sont basés sur la valeur recouvrable d'une estimation prudente des recouvrements totaux traités par la Compagnie.

La Compagnie tente d'obtenir l'information financière la plus récente des entreprises pour lesquelles un recouvrement est prévu et dispose d'une équipe juridique et de souscription afin d'examiner les chances de réussite lors des procès, ainsi que le résultat probable de poursuivre les recouvrements avant de décider du montant à inclure dans les états financiers. Compte tenu de cette incertitude, la direction a adopté une position prudente pour la reconnaissance de recouvrements et espère éventuellement que les sommes reçues dépasseront le montant comptabilisé.

## 04.2 ESTIMATIONS COMPTABLES

### Provision de sinistres et recouvrements

Le coût estimé des sinistres comprend les frais à encourir lors de la résolution de ces sinistres et une déduction pour la valeur de recouvrement attendue. L'entreprise prend toutes les mesures raisonnables afin de s'assurer de disposer de l'information adéquate concernant le risque du sinistre. Cependant, étant donné l'incertitude de ces valeurs, il est probable que le résultat final soit différent du passif original établi.

L'estimation des sinistres survenus mais non communiqués (« IBNR ») est généralement soumise à un degré d'incertitude plus élevé étant donné qu'on ne dispose pas au préalable d'information concernant les variables. Les IBNR sont estimés, et ne peuvent devenir certains qu'après plusieurs années, après que l'événement a donné lieu à la réclamation. Les types d'activités, où la proportion de la réserve d'IBNR totale est élevée, montrent en général des variations plus importantes entre les estimations initiales et les résultats finaux, cela étant dû à une plus grande difficulté à estimer les provisions. Les types d'activités, pour lesquelles les réclamations sont communiquées relativement vite après le sinistre, montrent en général des niveaux de volatilité moindre. En calculant le coût estimé des sinistres en attente de paiement,

## 04. 3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUE DE MARCHÉ	2017 (€)	2016 (€)
Actifs financiers assortis d'un taux d'intérêt fixe	72.591	72.831
Actifs financiers assortis d'un taux d'intérêt variable	65.778.432	50.945.998
<b>TOTAL</b>	<b>65.851.023</b>	<b>51.018.829</b>

RISQUE DE CRÉDIT	2017 (€)	2016 (€)
Dépôts auprès d'institutions financières	72.591	72.831
Créances découlant d'opérations d'assurance directe - intermédiaires	19.502.783	27.509.987
Prêts et créances	12.425.481	4.072.535
Actifs découlant de contrats de réassurance détenus	18.134.313	12.217.826
Avoirs en banque et encaisse	65.778.432	50.945.998
Autres créances	-	-
Subrogation et recouvrements	2.955.748	3.307.191
<b>TOTAL DES ACTIFS SUPPORTANT LE RISQUE DE CRÉDIT</b>	<b>118.869.348</b>	<b>98.126.368</b>

	2017 (€)	2016 (€)
AA ou A	16.609.597	12.217.826
BBB	-	-
	16.609.597	12.217.826

## (a) Risque de marché

### *Flux de trésorerie et risque de juste valeur sur taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt sur les flux est le risque que les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison de changements dans les taux d'intérêt du marché. Le risque de juste valeur sur taux d'intérêt est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue à cause de changements dans les taux d'intérêt.

La Compagnie n'a aucun passif significatif. Le risque de taux d'intérêt découle principalement des placements en titres et emprunts à taux fixe, titres de créance à revenu variable et dépôts à court terme auprès d'institutions financières.

### *Risque du prix des actions*

La Compagnie est exposée au risque du prix des actions en raison de ses investissements en actions, classés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les risques d'exposition des entreprises individuelles et des actions de capital dans leur ensemble sont contrôlés afin de garantir le respect des limites réglementaires pertinentes à des fins de solvabilité.

Les actions représentent 100% des investissements de la totalité des fonds propres à leur juste valeur. Si les taux du marché des actions augmentent / diminuent de 5%, avec le reste des variables constantes, tous les placements de capitaux en mouvement de la Compagnie selon la corrélation historique avec le taux pourrait augmenter / diminuer le résultat de l'exercice de 133.496€.

## (b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que l'une des contreparties se retrouve dans l'incapacité de payer la totalité des montants à échéance. Les domaines clés dans lesquels la compagnie s'expose au risque de crédit sont les suivants:

- La part du passif d'assurance cédée aux réassureurs;
- Les sommes dues par les réassureurs en ce qui concerne les sinistres déjà payés;
- Les sommes dues par les titulaires d'un contrat d'assurance;
- Les sommes dues par les intermédiaires d'assurance;
- Les sommes dues par les contreparties et les institutions financières.

La Compagnie gère les niveaux de risque de crédit tout en diversifiant son portefeuille en plusieurs postes.

La réassurance est utilisée afin de gérer le risque d'assurance. On peut tenir compte de la solvabilité des contreparties et des réassureurs en révisant les qualifications de crédit données par les agences de qualifications et les autres informations financières mises à disposition du public. Les dépôts des réassureurs sont également mis en garantie.

MIC garantit sa gestion de l'assurance grâce à des accords passés avec des réassureurs de haut niveau et Rating A. Outre les compagnies de réassurance continentales, cette garantie est renforcée grâce aux accords conclus avec certains syndicats parmi les plus prestigieux du Lloyd's.

## 04.4 RAPPORT PAR BRANCHE

2017	Primes Brutes Emises (€)	Primes Brutes Acquis (€)	Sinistres Bruts Survenus (€)	Dépenses d'Exploitation Brutes (€)
Responsabilité Civile	32.496.175	24.605.055	12.721.537	7.372.112
Multi-risques	7.288.711	11.220.280	8.264.185	4.644.331
Caution	14.177.260	14.915.947	7.663.407	1.508.158
Accidents	5.602.754	7.622.908	6.272.848	1.317.318
Protection Juridique	86.760	95.788	6.918	69.698
Divers	212.372	131.501	52.359	64,944
<b>TOTAL</b>	<b>59.864.031</b>	<b>58.591.479</b>	<b>34.981.255</b>	<b>14.976.560</b>

2016	Primes Brutes Emises (€)	Primes Brutes Acquis (€)	Sinistres Bruts Survenus (€)	Dépenses d'Exploitation Brutes (€)
Responsabilité Civile	38.378.261	24.334.902	13.793.360	6.081.612
Multi-risques	12.319.784	10.857.178	6.392.493	3.349.407
Caution	17.384.530	16.080.642	4.753.617	2.500.567
Accidents	6.067.927	4.235.430	4.804.673	1.022.647
Protection Juridique	109.587	61.076	(12.364)	38.778
Divers	63.114	22.478	14.086	7.991
<b>TOTAL</b>	<b>74.332.203</b>	<b>55.591.706</b>	<b>29.745.865</b>	<b>13.001.002</b>

04.5 PRIMES SOUSCRITES  
(Nettes d'impôts)

2017	Brut (€)
Primes Souscrites	59.864.031
Primes non acquises échelonnées	(68.573.204)
Primes non acquises d'années antérieures	67.300.651
Variation de la provision pour primes non acquises	(1.272.553)
<b>Primes Acquis</b>	<b>58.591.478</b>

2016	Brut (€)
Primes Souscrites	74.332.203
Primes non acquises échelonnées	(67.300.651)
Primes non acquises d'années antérieures	48.560.155
Variation de la provision pour primes non acquises	(18.740.496)
<b>Primes Acquis</b>	<b>55.591.707</b>

04.6 DÉPENSES D'EXPLOITATION  
NETTES

2017	(€)
Coûts d'Acquisition	14.143.792
Variation des coûts d'acquisition différés	66.585
Dépenses Administratives	4.159.519
Commission de Réassurance et Participation aux Bénéfices	(3.393.296)
<b>TOTAL</b>	<b>14.976.600</b>

2016	(€)
Coûts d'Acquisition	18.185.973
Variation des coûts d'acquisition différés	(4.188.819)
Dépenses Administratives	2.597.532
Commission de Réassurance et Participation aux Bénéfices	(3.593.684)
<b>TOTAL</b>	<b>13.001.002</b>



## 04.7 FONDS PROPRES

	2017 (€)	2016 (€)
Capital souscrit et déboursé	21.172.450	10.000.000
Réserves	11.551.383	15.045.166
Fonds propres	32.723.833	25.045.166

Le capital souscrit et versé de la Compagnie est de 21.172.450 € ce qui représente une hausse par rapport à l'année précédente, de 111.72 %.

## 04.8 INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

(i) Mouvement dans les liquidités, investissements de portefeuille et financement

	Au 31 Décembre 2017 (€)	Au 31 Décembre 2016 (€)
Avoirs en banque et en caisse	65.778.432	50.945.998
Dépôts auprès d'établissements de crédit	72.591	72.831
Autres investissements	2.742.520	3.994.064
Propriétés à louer	13.003.400	7.448.254
<b>TOTAL</b>	<b>81.596.943</b>	<b>62.461.147</b>

05.

RAPPORT  
D'AUDIT 2017





Independent auditors' report to the members of  
Millennium Insurance Company Limited (*continued*)

Report on the Audit of the Financial Statements (*continued*)

Report on Other Legal and Regulatory Requirements

Opinion on other matter prescribed by the Companies Act 2014

In our opinion, based on the work undertaken in the course of the audit:

- the information given in the Directors' Report for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements; and
- the Directors' Report has been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2014.

In the light of the knowledge and understanding of the company and its environment obtained in the course of the audit, we have not identified any material misstatements in the Directors' Report.

**Matters on which we are required to report by exception**

We have nothing to report in respect of the matter where the Companies Act 2014 requires us to report to you if, in our opinion, we have not received all the information and explanations we require for our audit.

This report, including the opinion, has been prepared for and only for the company's members as a body in accordance with Section 257 of the Companies Act 2014 and for no other purpose. We do not, in giving these opinions, accept or assume responsibility for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come save where expressly agreed by our prior consent in writing.

**Other matters**

- We were appointed as auditors by the Board of Directors and signed an engagement letter on 6 December 2017 to audit the financial statements for the year ended 31 December 2017. The period of total uninterrupted engagements is five years, covering the years ended 31 December 2013 to 31 December 2017.
- The audit opinion is consistent with the additional report to the Audit Committee.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Summerfield', is written over a faint circular stamp.

Christian Summerfield (Statutory Auditor)  
for and on behalf of  
BDO Limited

5.20 World Trade Center  
6 Bayside Road  
PO Box 1200  
Gibraltar

29 June 2018

